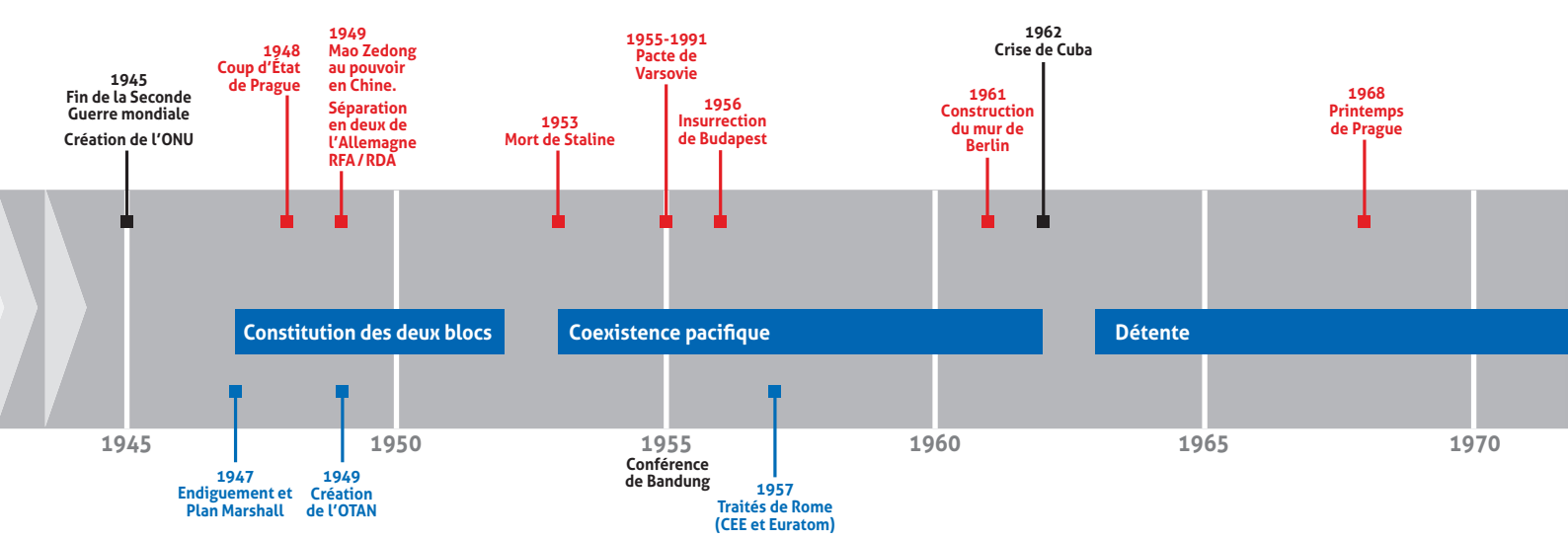
8

LA GUERRE FROIDE



APPRENTISSAGES VISÉS

EN ÉTUDIANT CE THÈME, TU APPRENDRAS À :

– distinguer les différentes phases de la guerre froide ;

– déterminer les caractéristiques de la guerre froide (politiques, militaires, économiques, sociales et culturelles) ;

– analyser les principales crises de ce conflit particulier.

AU TRAVERS DU THÈME, TU APPRENDRAS AUSSI PROGRESSIVEMENT À :

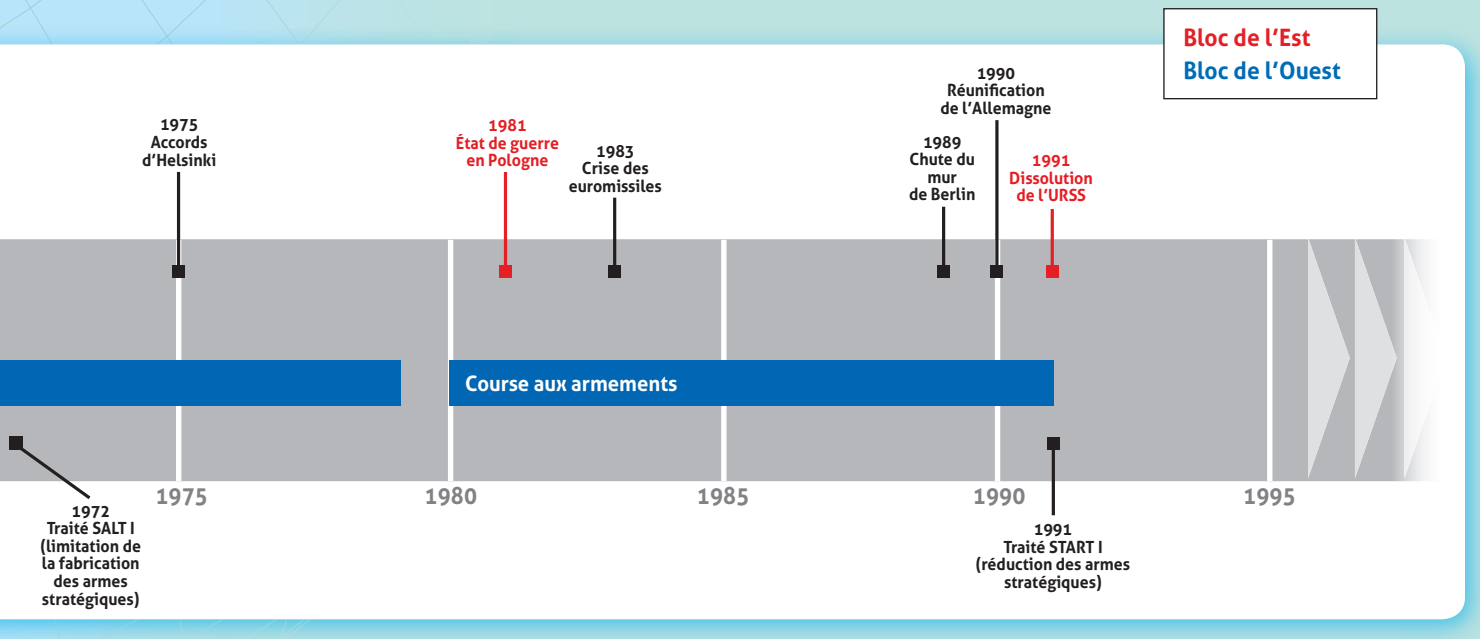
– mener une enquête sur les crises majeures de la guerre froide : Berlin (blocus et mur), la crise de Cuba et la guerre du Vietnam ;

– comparer différents moyens de propagande (caricatures, discours, etc.) ;

– comparer des témoignages concernant un même événement ;

– formuler des hypothèses sur l'utilisation des traces du passé (mur de Berlin) ;

– analyser les conséquences à court, moyen et long terme d'un événement (Hiroshima, guerre de Corée, « chasse aux sorcières », mur de Berlin, guerre du Vietnam).



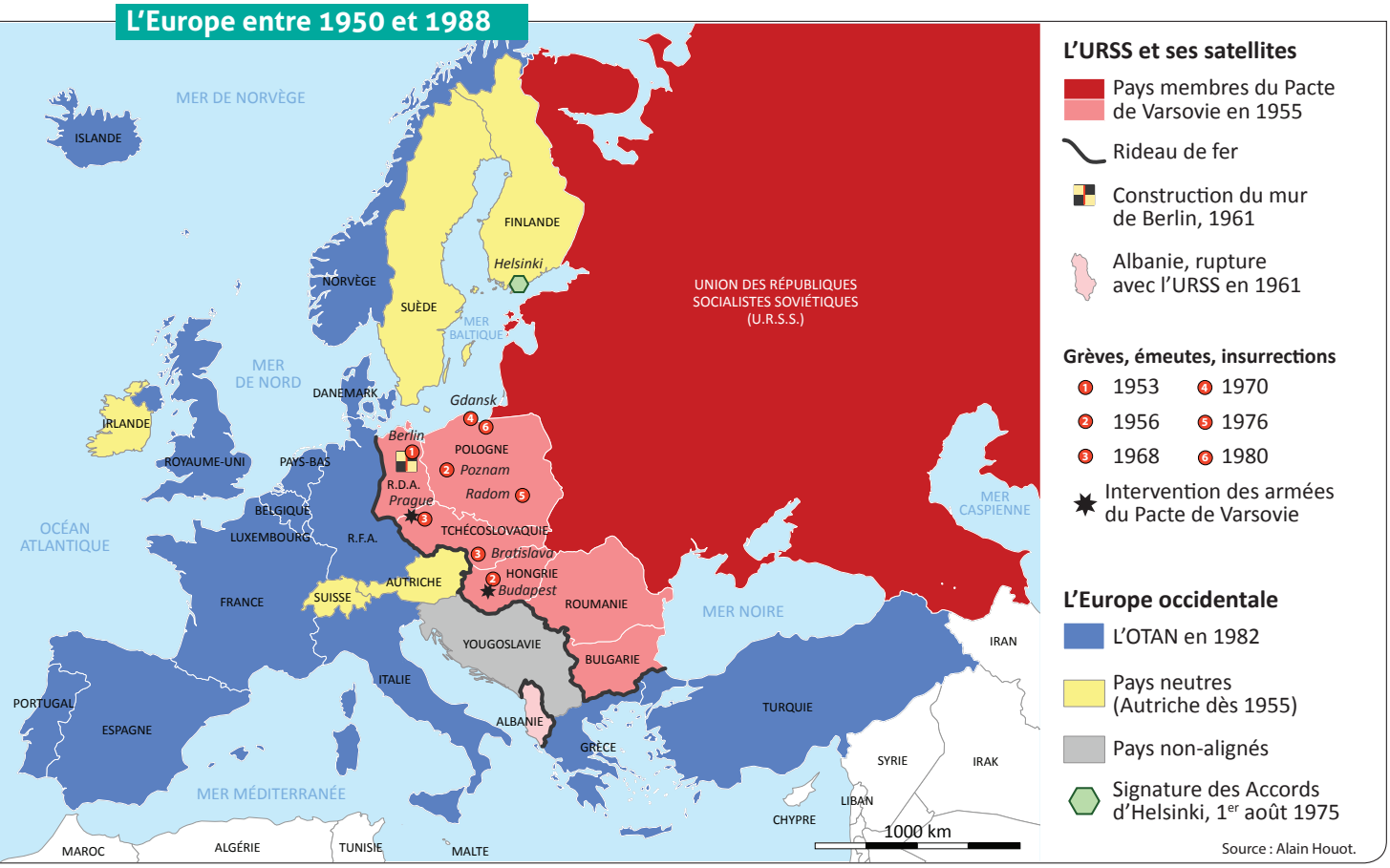
8

La guerre froide

En 1945, le bilan de la Seconde Guerre mondiale est encore plus terrible qu'en 1918, tant au niveau humain (environ 60 millions de morts, dont 30 millions en Asie) qu'au niveau économique (villes et infrastructures détruites par les bombardements et les combats, populations appauvries et dispersées). Sans oublier les traumatismes liés à la Shoah, aux bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki, aux massacres de soldats et aux conditions de vie des populations sous l'occupation des armées ennemies et celles des prisonniers dans les camps. Les États-Unis, sortis grands vainqueurs avec moins de pertes humaines et matérielles, sont devenus une superpuissance. Le monde est meurtri par la guerre, en particulier l'Europe qui est détruite, mais l'espoir d'une paix durable se manifeste avec la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à la fin de 1945.

Pourtant dès 1946, des tensions apparaissent au grand jour entre les États-Unis et l'URSS, tensions qui vont conduire à la constitution de deux blocs opposés. Pendant plus de 40 ans, le monde sera coupé en deux malgré l'émergence du tiers-monde et des pays non alignés, souvent issus de la décolonisation. Un monde redoutant une Troisième Guerre mondiale, guerre qui serait encore plus terrible que les deux autres, en raison de la menace que constitue l'arme atomique. Jusqu'en 1989, la rivalité des deux superpuissances va se manifester par une course à l'armement, par la propagande et des conflits violents, mais dans lesquels les deux Grands ne s'affrontent pas directement. Cette période particulière de tensions et d'affrontements est appelée guerre froide. Elle se termine en 1991 avec la dissolution de l'URSS. Depuis, dans un monde multipolaire, de nouvelles menaces rendent la paix fragile : guerres en ex-Yougoslavie, en Afrique et au Moyen-Orient, terrorisme, etc.

L'Europe entre 1950 et 1988



TIERS-MONDE : terme utilisé durant les années 1950-1970 pour désigner les pays les moins avancés économiquement. L'expression suggère qu'il y a un troisième monde à côté des deux blocs constitués par les pays occidentaux et les pays sous l'influence de l'URSS.

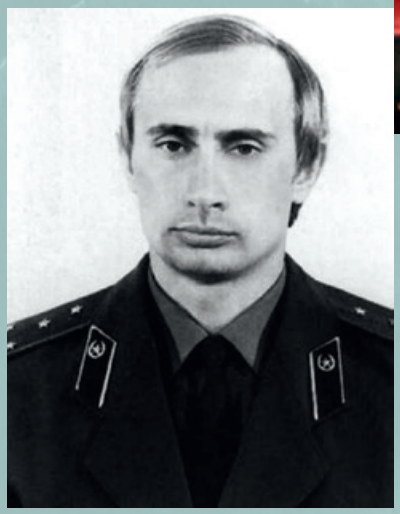
PAYS NON ALIGNÉS : pays qui ne veulent pas s'aligner sur les deux grandes puissances. Né en 1955 (Conférence de Bandung), ce mouvement rallie aujourd'hui 120 États d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

Essai atomique aux Îles Marshall (États-Unis), 1954.

Le mur de Berlin en 1986.

Manifestation contre la guerre du Vietnam, Washington (États-Unis), 21 octobre 1967.

Rocky IV, film de Sylvester Stallone, 1985.



Vladimir Poutine en uniforme du KGB, vers 1980.

Des relations de plus en plus tendues : de la fin de l'alliance à la constitution des deux blocs (1947-1952)

La fin de la guerre en Europe

À partir de 1943, plusieurs conférences réunissent les trois principaux pays alliés : États-Unis, URSS et Royaume-Uni. Ils vont prendre des décisions destinées à planifier les opérations militaires afin de mettre fin à la guerre et de « réorganiser le monde » après la capitulation de l'Allemagne et du Japon, en particulier lors de la Conférence de Yalta. L'entente entre les Alliés et leurs décisions donnent l'espoir d'une paix durable.

1 Des conférences pour réorganiser le monde de l'après-guerre

Dates	Lieu et participants	Décisions prises
Janvier 1943	**Casablanca** (Maroc) : Roosevelt et Churchill ; Staline avait été invité, mais il n'y a pas participé.	– Organisation de la conquête de la Sicile et des opérations en Méditerranée. – Principe de capitulation sans condition de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon.
Décembre 1943	**Téhéran** (Iran) Roosevelt, Churchill, Staline.	– Planification du débarquement en Normandie (juin 1944). – Démembrement de l'Allemagne. – Partage de l'Europe en zones d'influence.
Juillet 1944	**Bretton Woods** (États-Unis) : 44 pays, mais pas l'URSS.	– Création du Fonds monétaire international – Création de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. – L'or reste référence, mais le dollar et la livre sterling deviennent monnaies de réserve.
Février 1945	**Yalta** (en Crimée) : Roosevelt, Churchill, Staline.	– Opérations militaires pour faire capituler l'Allemagne. – Division de l'Allemagne en quatre zones d'occupation par les Alliés. – Avantages territoriaux pour l'URSS en Europe et en Asie. – Définition des principes politiques et démocratiques à établir en Europe et dans le monde après la guerre.
Août 1945	**Potsdam** (près de Berlin) : Staline, Truman (nouveau président américain), Attlee (nouveau Premier ministre britannique).	– Occupation et dénazification de l'Allemagne. – Création d'un tribunal international pour juger les principaux dirigeants nazis.

2 Les buts de l'Organisation des Nations Unies (ONU), fondée le 24 octobre 1945

La Charte des Nations Unies est signée lors de la Conférence de San Francisco (avril-juin 1945), qui réunit une cinquantaine de pays. Elle reprend les principes politiques et démocratiques définis à Yalta :

« [...] préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ; proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ; créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ; favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. »

Extrait du Préambule de la Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945.

3 Photo officielle de la Conférence de Yalta. Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et Joseph Staline, entourés des principaux membres de leur délégation, février 1945.

La formation des deux blocs

Des tensions apparaissent rapidement entre les deux Grands, États-Unis et URSS, en particulier quand l'URSS impose des régimes communistes et dictatoriaux en Europe centrale et orientale, appelés des « démocraties populaires ».

4

Un rideau de fer est descendu à travers l'Europe

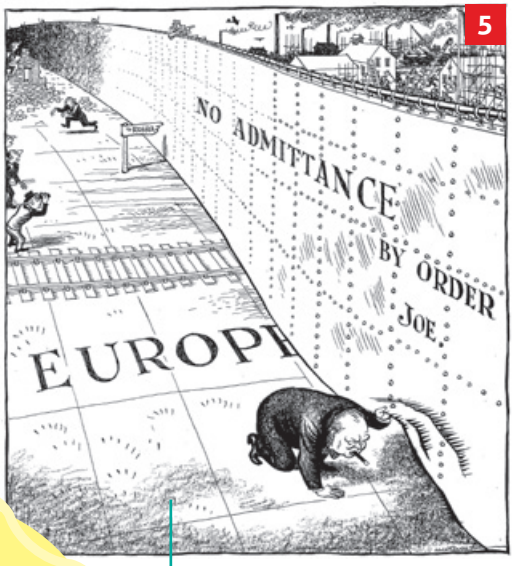
« Personne ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation communiste internationale ont l'intention de faire dans l'avenir immédiat, ni où sont les limites, s'il en existe, de leurs tendances expansionnistes [...]. J'éprouve une profonde admiration et un grand respect pour le vaillant peuple russe et pour mon camarade de combat, le maréchal Staline. [...] Il est toutefois de mon devoir de rappeler certains faits concernant la situation présente en Europe.

De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent tous les anciens États de l'Europe centrale et orientale. [...] Toutes ces villes et les populations qui les entourent [...] sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé [...] au contrôle de Moscou. [...]

Ce n'est certainement pas là l'Europe libérée pour la construction de laquelle nous avons combattu. Ce n'est pas non plus une Europe qui présente les caractéristiques essentielles d'une paix durable. »

Extraits du discours de W. Churchill, prononcé à Fulton (États-Unis), le 5 mars 1946.

5



Caricature représentant le rideau de fer : « Entrée interdite sur ordre de Joe (Joseph Staline) ».

En réponse à la politique soviétique, et pour limiter son expansion, le président Truman présente, en mars 1947, la doctrine de l'endiguement du communisme (*containment*) et le Plan Marshall. Il prévoit d'apporter une aide militaire et économique aux États décidés à rester libres, en vue de leur reconstruction. En contrepartie, ces pays importeront des équipements et produits américains. Refusé par les Soviétiques et les pays sous leur influence, le Plan Marshall concernera seulement les pays d'Europe de l'Ouest.

Le continent se trouve alors coupé en deux par un « rideau de fer », selon l'expression de Winston Churchill. Durant près de 45 ans, le long des frontières des États dits de l'Europe de l'Est, et surtout entre les deux Allemagnes, un grillage, progressivement renforcé par des fils barbelés, des champs de mines et des miradors, va empêcher le libre passage de la population d'Est en Ouest.

LIBÉRALISME
Doctrine basée sur la défense des libertés fondamentales de l'individu dans les domaines politique et économique.

COMMUNISME
Forme d'organisation économique et sociale fondée sur une société sans classes, sur la propriété collective des moyens de production et la répartition des bénéfices ou des profits.

Tant au niveau politique qu'au niveau économique, tout oppose les deux blocs : **LIBÉRALISME** et démocratie dans le bloc occidental contre **COMMUNISME** et pouvoir aux mains d'un parti unique dans le bloc de l'Est. Chaque camp cherche à diffuser son modèle par la propagande et à renforcer ses alliances militaires (OTAN ou Pacte de Varsovie).

RIDEAU DE FER : rideau utilisé pour fermer les vitrines des magasins.

ENDIGUEMENT : action de construire une digue pour se protéger, en général des inondations, ici du communisme.

6 La politique américaine d'endiguement

« À l'heure actuelle de l'histoire mondiale, presque chaque nation doit choisir entre deux modes de vie alternatifs. Trop souvent, pourtant, ce choix ne se fait pas librement. Le premier mode de vie repose sur la volonté de la majorité et il est caractérisé par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties assurant la liberté individuelle, la liberté de parole et de religion, et l'absence de toute oppression politique.

L'autre mode de vie repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, sur des élections truquées et la suppression des libertés personnelles.

Je crois que la politique des États-Unis doit consister à soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou à des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider tous les peuples libres à déterminer eux-mêmes leur destin. Ce que j'entends par un tel soutien, c'est essentiellement une aide économique et financière qui constitue la base de la stabilité économique et d'une vie politique cohérente. »

Harry S. Truman, président américain, discours devant les deux Chambres du Congrès américain, le 12 mars 1947.

7 La réaction soviétique

« Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis [...]. Le camp impérialiste est soutenu par les pays possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande [...] ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis, tels le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement [...]. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationaux dans les pays coloniaux [...].

Le but que se donnent les États-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain. C'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe. »

Andreï Jdanov, membre du Comité central et du Bureau politique du PCUS, rapport, octobre 1947.

8

John Romita Sr., *Captain America contre Electro*, couverture d'un *comics*, 1954.

9

B. Efimov, *La colombe de Washington*, affiche, 1953.

ASSERVISSEMENT : action de réduire quelqu'un en esclavage.

10

Premières tensions entre les deux blocs

Février 1948	Coup d'État de Prague, le Parti communiste prend le pouvoir en Tchécoslovaquie.
1948	L'URSS rompt ses relations avec Tito, dirigeant communiste de la Yougoslavie qui s'oppose à Staline.
1948-1949	Blocus de Berlin : les voies d'accès terrestres à Berlin-Ouest sont bloquées par les Soviétiques. Le blocus est mis en échec grâce au pont aérien organisé par les Américains.
1949	Division de l'Allemagne en deux États, RFA (République fédérale allemande ou Allemagne de l'Ouest) et RDA (République démocratique allemande ou Allemagne de l'Est).
1949	Création de la Chine communiste de Mao Zedong.

Les « ennemis de l'intérieur »

L'une des caractéristiques de la guerre froide est la peur et la lutte contre « l'ennemi de l'intérieur », c'est-à-dire des partisans de l'autre bloc ou des opposants au régime en place. En 1950, le sénateur américain McCarthy lance une « chasse aux sorcières » contre toute personne soupçonnée d'être un communiste notoire et un agent de Staline. Jusqu'en 1957, des milliers d'enquêtes conduisent à près de 7000 démissions et 700 révocations d'agents fédéraux. Elles touchent également un grand nombre de personnalités, hauts fonctionnaires (dont le général Marshall), journalistes, scientifiques et intellectuels, comme les époux Rosenberg, exécutés en juin 1953. À Hollywood, des « listes noires » empêchent certains acteurs de travailler.

11

Charlie Chaplin et son épouse dans le parc du manoir de Ban à Vevey.

À Hollywood, le nom de Charlie Chaplin figure sur les « listes noires » d'acteurs et de réalisateurs. Il fait l'objet de pressions et d'attaques concernant ses opinions politiques et son refus d'adopter la nationalité américaine. En 1952, trois jours avant un départ pour Londres, il apprend que son visa de retour a été annulé. S'il revient, il sera arrêté afin de vérifier s'il est « admissible selon les lois des États-Unis ». Il décide alors de s'installer en Suisse, près de Vevey.

En URSS et dans les démocraties populaires, le KGB (Comité de sécurité d'État) surveille la population et arrête toute personne suspectée d'être en opposition avec le régime : 40 000 personnes, considérées comme n'étant pas « assez communistes » sont condamnées entre 1949 et 1954 et envoyées au Goulag.

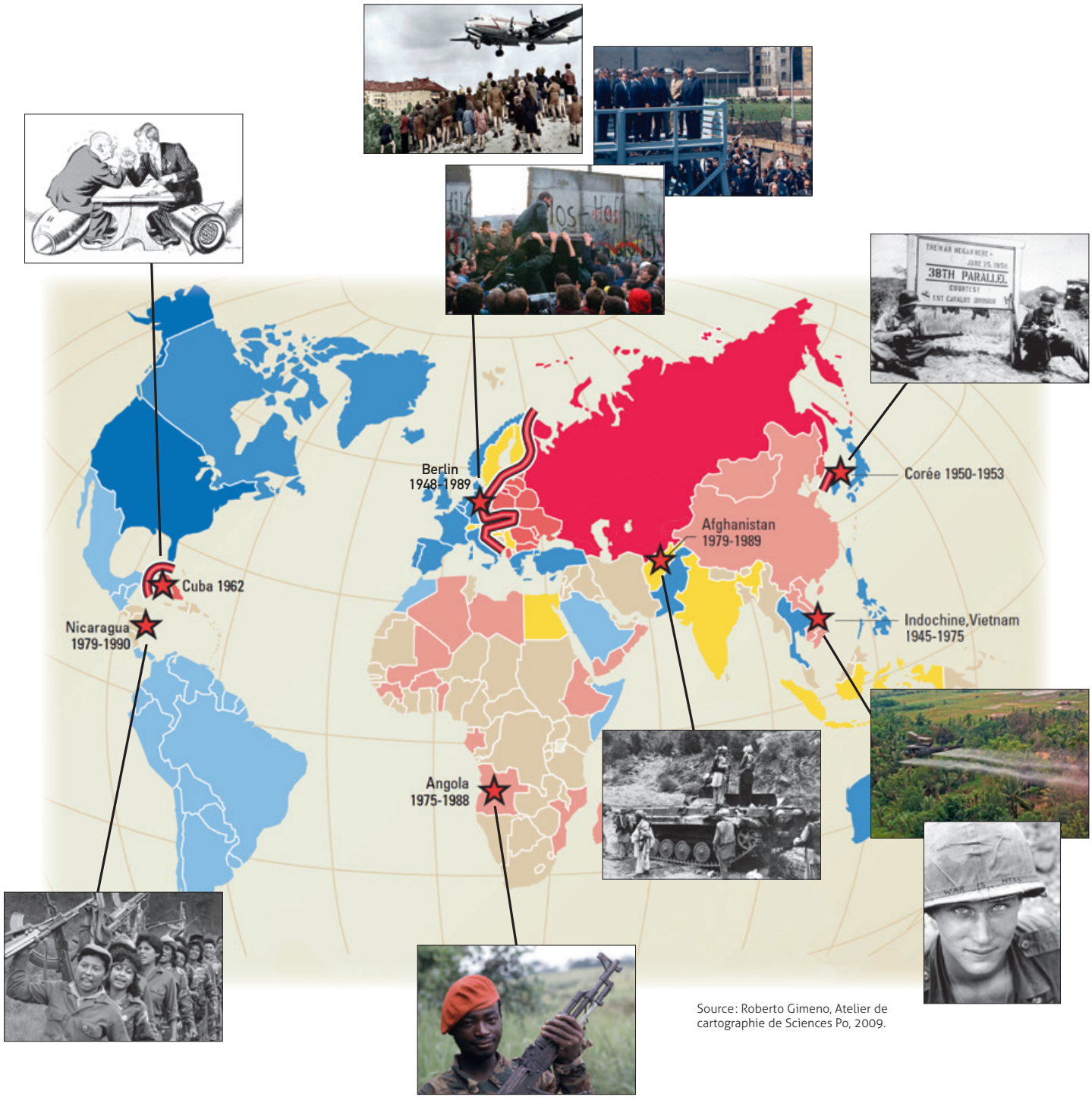
Parallèlement, les deux Grands recourent massivement à la propagande et à l'espionnage afin d'obtenir des informations, mais aussi de déstabiliser les États en préparant des complots et des assassinats.

De nombreux films ont évoqué le contexte de la guerre froide : *Dr Folamour*, de Stanley Kubrick (1964) est une satire du risque de guerre atomique. *Le Pont des Espions*, de Steven Spielberg (2015), se déroule durant la construction du mur de Berlin en 1961. Plusieurs films témoignent de la vie quotidienne en Europe de l'Est comme *La Vie des Autres*, de Florian Henckel von Donnersmarck (2006) ou *Good Bye, Lenin !* de Wolfgang Becker (2003), qui évoque la chute du mur de Berlin.

NOTOIRE : connu de nombreuses personnes.

GOULAG : système des camps de travaux forcés où étaient détenus les opposants politiques.

12 Carte du monde pendant la guerre froide



Source : Roberto Gimeno, Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009.

CAMP OCCIDENTAL

- États-Unis.
- États liés aux États-Unis par un accord militaire, dont l'OTAN.
- Autres États liés au bloc de l'Ouest.

CAMP COMMUNISTE

- URSS
- États liés à l'URSS par un accord militaire, dont le Pacte de Varsovie.
- Autres États liés au bloc de l'Est.

- États neutres.
- Rideau de fer.
- Principaux conflits liés à l'affrontement Est-Ouest.

Des relations compliquées : de la coexistence pacifique (1953-1962) à la Détente (1963-1979)

L'équilibre de la terreur

Après la mort de Staline en 1953, commence une nouvelle période de la guerre froide appelée la Coexistence pacifique. Elle se caractérise par l'équilibre de la terreur, c'est-à-dire l'équilibre en armement nucléaire entre les deux Grands qui crée un sentiment d'insécurité à l'échelle planétaire.

L'arme atomique est une menace, mais elle est aussi une protection et une dissuasion qui empêche les deux Grands de s'affronter directement : c'est une des raisons expliquant que l'URSS ne soit pas intervenue militairement dans la guerre de Corée. Cette période est marquée par une alternance de crises majeures : la construction du mur de Berlin dans la nuit du 12 au 13 août 1961, mais surtout la crise de Cuba en 1962, considérée comme l'apogée de la guerre froide, car elle a mis le monde au bord de la guerre nucléaire.

13

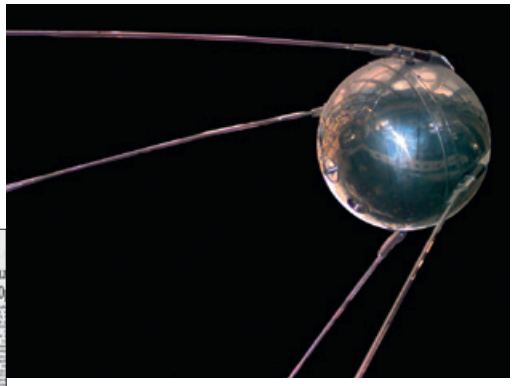
La crise de Cuba

Peu après la crise de Cuba, Khrouchtchev, dirigeant russe, se confie à un proche : « Cette fois, nous étions vraiment à deux doigts d'une guerre nucléaire. [...] Castro [...] nous disait que les Américains allaient attaquer dans les vingt-quatre heures. Il nous proposait de déclencher une guerre atomique en premier. Nous étions totalement stupéfaits. Clairement, Castro n'avait aucune idée de ce qu'était une guerre thermonucléaire. Après tout, si un tel conflit s'était produit, c'est Cuba qui aurait d'abord disparu de la surface de la Terre. Et puis, il pouvait y avoir une contre-attaque, potentiellement dévastatrice. Après tout, qu'aurions-nous gagné ? Des millions de gens seraient morts, dans notre pays aussi. Est-ce qu'on peut envisager une chose pareille ? Pouvons-nous permettre de mettre en danger le monde socialiste, imposé dans la douleur par la classe ouvrière ? Seule une personne aussi aveuglée par la passion révolutionnaire que Castro peut parler ainsi. »

Compte rendu, publié en 2012, d'un entretien datant du 30 octobre 1962 entre Khrouchtchev et Novotny, chef du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Adapté de historyweb.fr

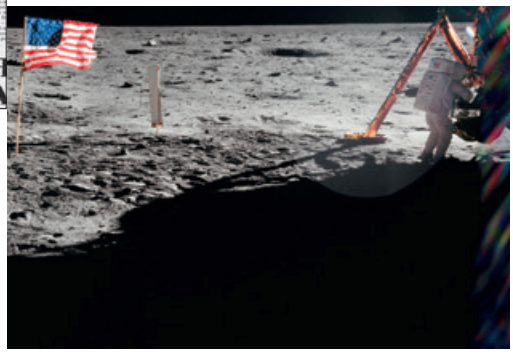
14 La guerre autrement : la conquête de l'espace

Dès le milieu des années 1950, la conquête de l'espace devient l'un des enjeux de la rivalité entre les deux Grands.



Spoutnik 1, premier satellite artificiel lancé le 4 octobre 1957 par les Soviétiques.

12 avril 1961 : premier vol habité dans l'espace (Youri Gagarine ; *Vostok 1*, URSS).



20 juillet 1969 : les premiers hommes sur la Lune sont Américains : « Un petit pas pour l'homme, un grand pas pour l'Humanité » (Neil Armstrong).

La Détente (1963-1979)

Malgré des conflits majeurs, comme la guerre du Vietnam (1963-1975), la période entre 1963 et 1979 est marquée par un apaisement des conflits Est-Ouest, d'où le nom de Détente. Les négociations SALT I aboutissent à la signature d'un traité limitant la course à l'armement nucléaire en 1972. En Allemagne de l'Ouest (RFA), le chancelier Willy Brandt instaure des relations officielles avec l'Allemagne de l'Est (RDA), c'est l'*Ostpolitik*, la politique de l'Est. Des échanges commerciaux et dans le domaine spatial se développent entre les deux blocs.

15 Le sport, une autre facette de la guerre froide

L'appel au boycottage des Jeux olympiques de Moscou (1980).

Le boycottage soviétique des Jeux olympiques de Los Angeles (1984).

En 1971, l'équipe de ping-pong américaine avait été invitée par l'équipe chinoise : cette invitation a permis par la suite, la visite du président américain Richard Nixon en Chine, en février 1972, suivie par celle de Mao aux États-Unis, en tant que chef de la délégation chinoise. On a alors parlé de la « diplomatie du ping-pong ».

Les Accords d'Helsinki

De juillet 1973 à août 1975, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (sur le désarmement nucléaire) a rassemblé trente-cinq États : les États-Unis, l'URSS, le Canada, les États d'Europe de l'Ouest et de l'Est à l'exception de l'Albanie. Elle débouche sur les Accords d'Helsinki qui vont avoir une grande portée politique, en particulier dans le bloc soviétique. Les dissidents vont s'appuyer sur ces accords pour revendiquer le respect des droits humains et des libertés fondamentales.

16

Les dix principes des Accords d'Helsinki

[...] Les pays participants à la Conférence s'engagent à respecter les principes suivants qui donnent aux Européens, l'espoir d'un climat de paix durable :

I. Égalité souveraine, respect des droits inhérents à la souveraineté.
II. Non-recours à la menace ou à l'emploi de la force.
III. Inviolabilité des frontières.
IV. Intégrité territoriale des États.
V. Règlement pacifique des différends.
VI. Non-intervention dans les affaires intérieures.
VII. Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction.
VIII. Égalité de droits des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
IX. Coopération entre les États.
X. Exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international.

Adapté de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Helsinki 1975.

De nouvelles tensions : de la course aux armements à la fin de l'URSS (1980-1991)

De nouvelles crises

Après le traumatisme de la guerre du Vietnam, le président américain Jimmy Carter (1977-1981) décide de ne plus intervenir militairement dans des conflits.

Les Soviétiques en profitent et envahissent l'Afghanistan en 1979. Mais après l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1981, dont le slogan est *America is back* et qui assimile l'URSS à « l'Empire du Mal », les États-Unis sortent de leur isolement. La course aux armements reprend et en 1983, l'URSS rompt les négociations sur la limitation des armements stratégiques lors de la crise des euromissiles.

17

Timbre-poste, illustrant le programme de bouclier antimissile américain, 1983.

En novembre 1982, Samantha Smith, jeune Américaine de 10 ans, écrit à Andropov, le secrétaire général du Parti communiste d'URSS, en lui demandant pourquoi il voulait faire la guerre aux États-Unis. Celui-ci lui répond que ce n'est pas le cas et l'invite à passer deux semaines en URSS. Elle visite Moscou, Leningrad et passe quelques jours dans un camp de jeunes pionniers en Crimée.

La fin de la guerre froide

En URSS, Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir en 1985, conscient qu'il doit entreprendre une série de réformes économiques et politiques pour redresser la situation du pays. Mais il est confronté à des oppositions et aux revendications d'indépendance des quinze Républiques qui constituent l'URSS. Celles-ci vont conduire à la disparition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui fait place, en décembre 1991, à quinze États indépendants, dont la Fédération de Russie.

18

L'éclatement du bloc soviétique

Encouragés par le vent de Moscou, des cortèges se forment en RDA pour réclamer la démocratie et une vie plus facile. Le 6 octobre 1989, Gorbatchev arrive à Berlin-Est pour faire comprendre à Honecker, le chef d'État de l'Allemagne de l'Est, qu'il ne pourra pas compter sur les troupes soviétiques stationnées en RDA pour la répression de ces mouvements de foule. [...] Le 9 novembre, c'est la chute du mur.

L'importance de ces événements n'échappe pas aux Tchèques et aux Slovaques [...] qui se précipitent eux aussi dans les rues pour réclamer la chute d'un pouvoir imposé par l'occupant soviétique [...]. Les Allemands de l'Est, les Tchèques et les Slovaques ainsi que les Hongrois élisent ensuite démocratiquement leurs représentants. Les communistes ne sont pas représentés dans ces gouvernements.

Adapté de A. Fontaine, « Mutations à l'Est », *Le Monde*, novembre 1990.

Georges Million, caricature, 1994.

La Suisse pendant la guerre froide

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés sont méfiants et vont isoler diplomatiquement la Suisse. Ils lui reprochent sa neutralité, mais surtout sa collaboration économique avec le IIIe Reich.

Au début de la guerre froide, la politique de neutralité se complique. Par ses options nettement hostiles à l'idéologie communiste, la Suisse a, de fait, choisi son camp. Pour réactiver la neutralité, sans être encore membre de l'ONU, elle va baser sa politique étrangère sur les « bons offices » : organisation de conférences internationales (comme celle des quatre Grands à Genève en 1955), participation à des négociations (comme les Accords d'Évian qui mettent fin à la guerre d'Algérie) et représentations diplomatiques. Elle remplit ainsi le mandat de « puissance protectrice » en représentant les intérêts américains à La Havane à partir de 1961, puis ceux de Cuba, à Washington, à partir de 1991.

Entre 1945 et 1949, l'armée américaine offre à plus de 300 000 G.I. un séjour de trois semaines en Suisse avec visite de Lausanne, Zermatt, le lac des Quatre-Cantons, etc. L'initiative permet de remplir les hôtels suisses, vides en raison de l'absence de touristes européens et constitue une gigantesque opération publicitaire en faveur de l'image de la Suisse.

La « chasse aux sorcières » en Suisse

Dès 1946, l'Administration fédérale, mais aussi la majorité de l'opinion publique sont favorables au bloc occidental. En 1950, une directive permet de licencier les fonctionnaires fédéraux membres d'une organisation communiste. Après la répression de l'insurrection de Budapest par les chars soviétiques, en 1956, l'anticommunisme se renforce et est marqué par l'accueil de réfugiés fuyant les régimes communistes et la limitation des échanges commerciaux, culturels et sportifs avec l'Est. En 1956, avec l'Espagne et les Pays-Bas, la Suisse boycotte même les Jeux olympiques de Melbourne pour protester contre la répression en Hongrie.

19

Le scandale des fiches

Le 24 novembre 1989, le conseiller national Moritz Leuenberger (PS) annonce devant un parterre de journalistes la découverte de 900 000 fiches répertoriant des organisations et individus étrangers et suisses. Un grand nombre d'entre eux, considérés comme « dangereux », auraient été internés en cas de crise ou de guerre] réputés constituer une menace pour la sécurité intérieure de l'État. Réunies par la police fédérale, organe du Ministère public de la Confédération, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ces fiches recensent les activités militantes et fourmillent d'anecdotes sur la vie quotidienne de tous ceux qui, aux yeux de la police politique, constituaient une menace pour l'ordre social bourgeois : communistes, écologistes, pacifistes, syndicalistes, féministes, leaders de mouvements de jeunes, séparatistes jurassiens, nationalistes d'extrême droite et de gauche. L'annonce fait « l'effet d'une bombe », les médias s'emballent et les dénonciations de « l'État policier » se multiplient. [...] Un comité lance, en 1990, une initiative populaire pour l'abolition de la police politique. [Elle sera rejetée en 1998].

Adapté de la présentation du projet de recherche de l'Université de Lausanne sur le scandale des fiches.

Le Conseil fédéral prend position pour l'arme atomique

En 1946, la Commission d'étude pour les questions atomiques, créée par le Conseil fédéral, est chargée d'examiner les possibilités pour la Suisse de se doter de l'arme atomique. Entre 1953 et 1956, dix tonnes d'uranium, dont la moitié pour l'armée, sont fournies secrètement par la Belgique et la Grande-Bretagne. Jusqu'au milieu des années 1960, la question de se doter de l'arme atomique est discutée avant d'être abandonnée. La Suisse signera, en 1977, un traité de non-prolifération de telles armes.

20

« Fidèle à nos traditions séculaires en matière de défense nationale, le Conseil fédéral est par conséquent d'avis que l'armée doit recevoir les moyens les plus efficaces pour lui permettre de maintenir notre indépendance et de protéger notre neutralité. Les armes atomiques font partie de ces moyens.

Aussi le Conseil fédéral a-t-il chargé le département militaire de poursuivre les études relatives à l'équipement atomique de notre armée et de lui soumettre, en temps voulu, son rapport et ses propositions à l'intention [du Parlement].

Cette décision de principe visant à renforcer notre armée par l'arme atomique ne modifie en rien l'opinion, souvent exprimée par le Conseil fédéral, qu'il convient d'encourager tous les efforts sincères entrepris en vue de freiner la course aux armements, avant tout dans le domaine des engins nucléaires. »

Extrait de la *Déclaration relative à l'acquisition d'armes atomiques pour notre armée du Conseil fédéral*, 11 juillet 1958.

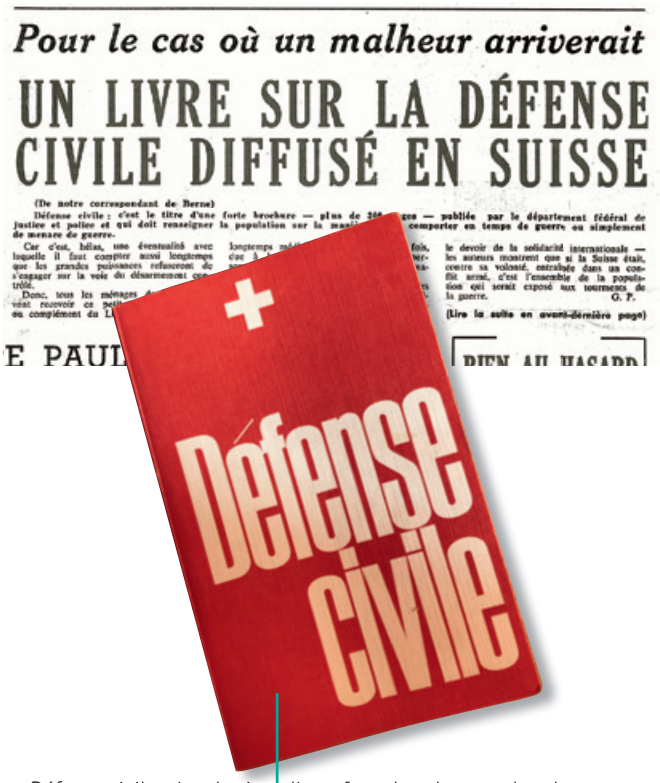
21

La protection civile, l'un des trois piliers de la défense nationale

« Alors que la guerre froide s'intensifie, la protection civile se met en place. Des situations tendues comme la construction du mur de Berlin en 1961, la crise de Cuba de 1962 ou l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 sont également ressenties comme de graves menaces pour la paix et la sécurité nationale. L'armement nucléaire des deux grandes puissances mondiales, les États-Unis et l'Union soviétique, renforce ce sentiment. En réponse à cette situation, la Suisse développe un concept visionnaire unique au monde : la construction à grande échelle d'abris solides, simples et peu coûteux doit permettre à la population de survivre sous terre en cas de guerre nucléaire. Jusqu'à la fin de la guerre froide, la construction d'abris et la préparation (planification et organisation) à un séjour prolongé dans les abris étaient les thèmes centraux de la protection civile. »

Extrait de *L'histoire de la protection civile*, Office fédéral de la protection de la population.

22


Pour le cas où un malheur arriverait

UN LIVRE SUR LA DÉFENSE CIVILE DIFFUSÉ EN SUISSE

(De notre correspondant de Berne)

Défense civile : c'est le titre d'une forte brochure — plus de 300 pages — publiée par le département fédéral de justice et police et qui doit renseigner la population sur la manière de se comporter en temps de guerre ou simplement de menace de guerre.

Car c'est, hélas, une éventualité avec laquelle il faut compter aussi longtemps que les grandes puissances refuseront de s'engager sur la voie du désarmement contrôlé.

Donc, tous les ménages vont recevoir ce petit ou complément du

le devoir de la solidarité internationale — les auteurs montrent que si la Suisse était, contre sa volonté, entraînée dans un conflit armé, c'est l'ensemble de la population qui serait exposé aux tourments de la guerre.

G. P.

(Lire la suite en avant-dernière page)

E PAUL

RIEN AU HASARD

Défense civile

« *Défense civile* : c'est le titre d'une forte brochure – plus de 300 pages – publiée par le Département fédéral de justice et police et qui doit renseigner la population sur la manière de se comporter en temps de guerre ou simplement de menace de guerre. »
L'Express, Feuille d'avis de Neuchâtel, octobre 1969.